

## La finance : le grand prédateur de l'industrie

Article rédigé par *Mylan Douthe*, le 27 décembre 2017

source[Boulevard Voltaire]Le Président Sarkozy voulait la régulation après la crise de 2008. Seulement, on en est resté à la simple déclaration d'intention.

General Electric a annoncé, début décembre, la suppression de 4.500 postes en Europe. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas de bon augure pour la suite. Précisons, du reste, que les négociations du plan social de General Electric Hydro à Grenoble prévoient de supprimer 345 postes. Et dire qu'[Emmanuel Macron](#), alors ministre de l'Économie, nous avait vendu en General Electric un « partenaire solide ». À l'évidence, le mot solide ne doit pas avoir le même sens pour lui que pour beaucoup d'entre nous. L'occasion de pointer cet étonnant immobilisme du milieu politico-médiatique concernant le drame que révèle cette affaire.

On nous explique que le plan social serait rendu nécessaire compte tenu de graves difficultés... à ceci près que le chiffre d'affaires de General Electric, en 2016, s'élevait à 123,7 milliards de dollars. Pas moins.

Le bénéfice net annuel du conglomérat s'est élevé à 8,2 milliards de dollars. Et General Electric a terminé l'année 2016 avec un carnet de commandes à 321 milliards de dollars. Dire que General Electric fait face à de graves difficultés financières est un peu exagéré ! Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le chiffre d'affaires a déçu. Ce qui montre bien que le responsable de tout cela, c'est le monde de la finance, ce monde si cupide qui en veut toujours plus et qui fait bien peu de cas de la main-d'œuvre.

Certes, l'activité est restée plombée par ses opérations dans les ressources naturelles, mais c'était sans compter sur le fait qu'à plus long terme, la transition énergétique des pays riches assurera un carnet de commandes bien garni à l'industrie énergétique, et ce, pour longtemps.

La méthode est bien connue. On investit dans une grande entreprise, puis on exige des restructurations, l'objectif étant, bien entendu, de rentabiliser rapidement l'investissement. Et qu'importent les conséquences économiques et sociales que cela entraîne par la suite, pour peu que les poches, déjà pleines, ne cessent de se remplir.

L'austérité n'a jamais aidé les entreprises. Au contraire, elle les tue ! Les licenciements en nombre réduisent les capacités de production et affaiblissent le savoir-faire des ouvriers, sans parler des coupes budgétaires dans la recherche et l'investissement aux conséquences souvent très lourdes pour l'avenir.

Le Président Sarkozy voulait la régulation après la crise de 2008. Seulement, on en est resté à la simple déclaration d'intention. Tant que l'économie réelle sera la proie d'exigences financières, alors il y a bien peu de chances que notre industrie puisse innover et donc prospérer. Les mêmes causes produisent les mêmes effets... Sachons, enfin, tirer les leçons du passé. Dirigeons-nous, notamment, vers une harmonisation fiscale en Europe pour dissuader les comportements hostiles et encourager les stratégies de long terme.